

[jean-bernard pinatel - géopolitique - géostratégie - analyses et débats](#)

Géopolitique - Géostratégie : Analyses et débats

Jean-Bernard PINATEL

- [Analyses »](#)
- [Index chronologique](#)
- [Bibliographie »](#)
- [Contact »](#)
- [J.B. Pinatel vous recommande](#)

RSS: [Posts](#) | [Comments](#)



Catégorie visualisée : *Ukraine*

France-Ukraine : la faute !

[2 commentaires](#)

Publié par Jean-Bernard PINATEL, le 24 fév 2015, dans [Analyses](#), [Ukraine](#)

Francis Vallat : membre de l'Académie de Marine. Armateur pétrolier réputé, président d'honneur de l'Institut français de la Mer, président d'honneur et fondateur du « Cluster maritime français », président et co-fondateur de l'« European Network of Maritime Clusters ». Ancien représentant de la France au Conseil de l'Agence européenne de sécurité maritime (pendant 10 ans), dont il fut en 2005 Président en exercice et dont il a été 6 ans vice-Président.

Le général de Gaulle ne parlait jamais de l'URSS mais de la Russie. Homme de vision avant tout, il n'ignorait pas le poids incontournable de l'histoire. Et plus particulièrement celle des Nations, surtout lorsque celles-ci se sont forgées en plus de mille ans.

Or, que nous dit l'histoire s'agissant de la « crise ukrainienne » ?

- Au premier millénaire, le premier peuple slave est le peuple « Rous » de Kiev, ville qui devient le berceau de l'identité russe et la « mère de toutes les villes de Russie ».
- En 1654, le titre officiel des tsars est « Tsar de toutes les Russies », dont la « Petite Russie ». Et cette petite Russie deviendra l'Ukraine seulement quand apparaîtra le terme de Malorossiskaïa Oukraïna ou « Marche Petite russe » (autrement dit « Marche de l'Empire », Ukraine venant du mot « kraïna », qui signifie « marche, limite »).
- L'Ukraine a toujours été le lien entre la Russie et l'Europe, et la Russie a toujours défendu l'Ukraine contre des invasions extérieures (Pologne, Autriche, Allemagne, France, Angleterre), cette défense étant elle-même constitutive de l'identité russe.
- La Crimée, elle, représente l'ouverture sur les mers chaudes toujours chèrement voulue par la Russie, nation sans accès aux mers libres de glaces, et fermée à l'Asie par l'immensité des steppes

sibériennes. D'où les multiples conflits ou tensions (avant même la mise en œuvre occidentale de la stratégie d'endiguement) à l'ouest avec la Suède, la Pologne, l'Autriche, la Prusse ; au sud avec l'Empire ottoman et les peuples du Caucase ; sans parler – vers l'océan Indien – des crises avec l'Iran et l'Empire des Indes britanniques.

On ne peut donc faire semblant d'ignorer que pour les Russes, l'Ukraine a « toujours », mentalement au moins, fait partie de la Mère patrie. Essayer de modifier l'ordre millénaire des choses en se saisissant de l'opportunité offerte par la décomposition de l'État soviétique, était compréhensible ou contestable, c'est selon, mais ne pouvait vraiment réussir sur la durée qu'en évitant toute provocation ou « insulte à l'histoire » de la part des nations occidentales et des alliés « de l'Atlantique Nord ».



D'autres enseignements de même nature, et tout aussi incontestables, résultent de l'histoire plus contemporaine :

- Quand Nikita Krouchtchev (ukrainien dont il ne serait venu à l'idée de personne de dire qu'il n'était pas russe !) a offert la Crimée à l'Ukraine en 1954, il l'a offerte à une République soviétique sans pouvoir et sans autonomie, une « province » en fait, signant une décision qui était au plus « administrative » et sans conséquence politique. En fait, ça ne changeait rien au rattachement à la Russie * !

* Crimée : Russie ou Ukraine ?

Il faut noter qu'en 1991, quand l'Ukraine a organisé un référendum sur son indépendance à l'égard de Moscou, la Crimée a voté à 54 % pour. Voir notamment à ce sujet l'article de Mathilde Gérard : « D'un simple décret, Khrouchtchev fit don de la Crimée à l'Ukraine en 1954 » in Le Monde.fr, 15 mars 2014.

- La guerre froide a renforcé et a rendu irréversible et stratégique la préoccupation réciproque, ancienne et permanente des « deux grands » de s'entourer de pays « amis » ou en tout cas fiables. Glacis soviétique d'un côté, tissu d'États américains plus ou moins « contrôlés » autour et par les États-Unis, émergence des doctrines dites de « containment ». Cette préoccupation – pas moins légitime, et pas plus paranoïaque, d'un côté que de l'autre – est même devenue un élément objectivement incontournable de la géopolitique contemporaine.
- Dans ce contexte la destruction du glacis protecteur de la Russie suivant l'implosion de l'URSS, mise à profit par les États-Unis (élargissement de l'Europe à l'Est, ouverture de l'Otan aux anciens pays du Pacte de Varsovie, accords militaires en Asie centrale) est loin d'être neutre. D'autant que simultanément les révolutions en Ukraine, en Géorgie et au Kirghizstan ont souvent été financées par les Américains, qui ont ainsi soutenu des opposants aux régimes proches de Moscou.
- De même en est-il pour le programme Anti-missiles balistiques (ABM), aux frontières de la Russie, visant la Corée du Nord et l'Iran, et plaçant « incidemment » la dite Russie en situation de déséquilibre important face à la capacité de frappe nucléaire américaine.

On voit donc dès lors mal comment la Russie, humiliée par la disparition de son Empire et nostalgique de son glorieux passé, pourrait ne pas avoir l'impression insupportable de subir une politique d'encerclement par les États-Unis et ses alliés. Et on comprend pourquoi, aux yeux des Russes, évoquer simplement l'idée d'envoyer des bâtiments de guerre de l'Otan à Sébastopol ne pourrait que constituer une provocation intolérable (d'autant que cela supposerait l'assentiment actif d'un gouvernement « du glacis » auquel l'Europe occidentale et les États-Unis font avec insistance les yeux doux). Sans comparer avec l'Affaire de Cuba pour les Américains (contexte quand même différent), l'hyper « sensibilité » des Russes en général (gouvernants mais aussi citoyens) ne pouvait être une surprise... On a donc pris le risque de chatouiller l'Ours, en sachant fort bien qu'il allait/devait réagir... exactement comme l'auraient fait les Américains dans leur propre pré-carré !

**

D'autres aspects « internes » à l'Ukraine interpellent dans le même sens :

- En Ukraine, le parti Svoboda est important et détient trois ministères au sein du gouvernement. Son principal objectif est une réduction voire une suppression de l'identité russe présente en Ukraine. Rien à dire jusque-là même si l'on peut s'interroger sur les processus de cette nature, car c'est malgré tout la démocratie. Mais il se trouve que ce parti est composé en grande partie de militants néonazis et dispose de ses propres milices armées (présentes à Maïdan), tandis que le symbole de certains services du parti était un signe nazi jusqu'à il y a quelques mois (le logo du parti lui-même était un symbole nazi jusqu'en 2004).
- Sachant que les populations de l'Ouest de l'Ukraine ont soutenu le III^e Reich pendant l'occupation allemande, jusqu'à se battre contre la Russie (comme par exemple la Division SS Galicie ou la collaboration au début de la guerre de l'Organisation des nationalistes ukrainiens avec l'Allemagne nazie), on peut comprendre que cette dernière doute des nobles raisons de principe données par nos États occidentaux – par ailleurs légitimement intransigeants chez eux sur le sujet – pour justifier leurs actions.

**

Dès lors la question essentielle est simple.

Nos médias, dans leur ensemble, pourraient avoir l'excuse de faire vertu d'une inculture historique. Attirés par la flamme de l'actualité à laquelle ils se brûlent, ils cachent la lumière qui pourrait les guider et nous éclairer. À l'exception d'une chaîne de télévision (Arte) qui diffuse une émission de décryptage des enjeux (« Le dessous des cartes »), ils vendent un produit industriel à péremption rapide. Et naturellement pour être plus rapides encore dans ce fast-food intellectuel, définissent a priori où sont les « bons » (nous) et où sont les « méchants » (Poutine en l'occurrence).

On doit en parallèle s'interroger sur la capacité des dirigeants européens, certes soumis à de multiples autres contraintes, à sembler négliger les leçons de l'Histoire, à en ignorer les réalités économiques et humaines. C'est la marche de plus en plus incontrôlable vers une escalade dangereuse tant sur le fond que sur la forme et on ne peut imaginer que d'autres préoccupations de court terme les animent.

De fait, nos gouvernants ne pouvaient pas ne pas savoir, et pourtant ils font sonner avec un bel ensemble les trompettes américaines, mettant en danger pour des décennies nos rapports avec un grand pays qui fait partie de l'Europe « de l'Atlantique à l'Oural ». Et ce, jusqu'à affaiblir son économie et les nôtres (via les sanctions), jusqu'à créer des situations conflictuelles dont nous n'avons pas fini de payer les conséquences collatérales à tous égards et tous azimuts (les navires Mistral étant, au mieux, un épiphénomène), jusqu'à faire en permanence ce qu'il faut à tout prix éviter dans les relations entre États : donner avec arrogance des leçons tous azimuts, blesser, humilier, refuser un vrai dialogue musclé mais honnête (qui supposerait plus d'objectivité, y compris vis-à-vis de l'allié ukrainien lui-même). Le problème étant d'ailleurs beaucoup moins le fait d'avoir une attitude très ferme lorsque c'est approprié, que de l'éviter à tout prix lorsque ça ne l'est pas.

Je suis Français, je suis Européen, travaillant d'abord pour la France et pour l'Europe. Je suis démocrate. Je suis avant tout solidaire de mon pays quoi qu'il arrive, mais je suis à la fois furieux et triste que nos gouvernants parlent en chœur la langue de bois de la pensée unique, en n'évoquant jamais ce qui fait que le dossier « Ukraine-Crimée » est moins manichéen qu'ils le laissent croire.

Aujourd'hui Poutine, qui était contesté sur bien des fronts internes (environ dix milles personnes ont manifesté le 6 mai 2013), a tout le peuple russe derrière lui et ne cèdera jamais sur le fond. Je ne pense pas que c'était le but des démocraties ! Et en plus, elles ont pris le risque de lancer des oukases pouvant faire payer à tous (Ukraine, Russie, nos démocraties elles-mêmes) le prix de ce que l'on peut probablement

appeler une sorte de mensonge, en tout cas par omission. Quel gâchis, et quelque part quelle honte, même si elle paraît justifiée par les sourires discrets de nos amis anglais et américains face à nos atermoiements !

Source : [Revue Défense Nationale \(T 605\)](#)

14

1

10

La véritable raison pour laquelle les États-Unis se préoccupent tant de l'Ukraine tout en se foutant éperdument des Ukrainiens

[1 commentaire](#)

Publié par Jean-Bernard PINATEL, le 21 juil 2014, dans [Analyses](#), [Ukraine](#)

Les États-Unis, depuis le début des troubles en Ukraine, se sont clairement positionnés contre les pro-russes. Un soutien aux relents de guerre froide, qui n'a rien à voir avec les intérêts des Ukrainiens.

Atlantico : Les États-Unis déploient beaucoup d'énergie pour identifier les auteurs de l'attaque contre l'avion de la Malaysian Airlines et ont été très prompts à montrer du doigt les pro-russes. Quel intérêt ont-ils à leur faire porter le chapeau ?

Jean-Bernard Pinatel : Dès la chute du mur de Berlin en novembre 1989, les stratèges et les hommes politiques américains ont perçu une menace principale : c'est qu'un rapprochement puis une alliance entre l'Europe et la Russie ne contesterait la suprématie mondiale des États-Unis qui leur permet, en toute impunité, de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays, voire de lui faire la guerre et d'imposer un droit international conforme à leurs intérêts comme la encore récemment montré l'affaire de la BNP.

Cette réalité incontestable nécessite un rappel historique pour être admise.

En 1997, l'ancien conseiller national à la sécurité des États-Unis, Zbigniew Brzezinski, publia sous le titre « Le grand échiquier » un livre où adoptant les deux concepts, forgés par Mackinder, d'Eurasie et d'« Heartland ». Il reprenait à son compte sa maxime célèbre : « [qui gouverne l'Europe de l'Est domine l'Heartland ; qui gouverne l'Heartland, domine l'Île-Monde ; qui gouverne l'Île-Monde domine le Monde](#) ». Il en déduisait : « Pour l'Amérique, l'enjeu géopolitique principal est l'Eurasie ». Dans une autre publication [\[1\]](#), il explicitait sa pensée: « Si l'Ukraine tombait, écrivait-il, cela réduirait fortement les options géopolitiques de la Russie. Même sans les états de la Baltique et la Pologne, une Russie qui garderait le contrôle de l'Ukraine pouvait toujours aspirer avec assurance à la direction d'un empire eurasien. Mais, sans l'Ukraine et ses 52 millions de frères et sœurs slaves, toute tentative de Moscou de reconstruire l'empire eurasien menace d'entraîner la Russie dans de longs conflits avec des non slaves aux motivations nationales et religieuses. ».

Entre 2002 et 2004, pour mettre en œuvre cette stratégie, [les États-Unis ont dépensé des centaines de millions de dollars afin d'aider l'opposition ukrainienne pro-occidentale à accéder au pouvoir](#). Des millions de dollars provinrent aussi d'instituts privés, comme la Fondation Soros et de gouvernements européens. Cet argent n'est pas allé directement aux partis politiques. Il a transité notamment par des fondations et à des organisations non gouvernementales qui conseillèrent l'opposition, lui permettant de s'équiper avec les moyens techniques et les outils publicitaires les plus modernes. Un câble américain du 5 janvier 2010,

publié sur le site Wikileaks (réf. 10WARSAW7), montre l'implication de la Pologne dans la transition et l'effort démocratique des anciens pays de l'Est. Le rôle des ONG y est notamment exposé [2]. Les câbles Wikileaks témoignent de l'effort constant et de la volonté continue des États-Unis d'étendre leur sphère d'influence sur l'Europe de l'Est, comme en Ukraine.

L'Ukraine connaît une véritable guerre civile. Pourtant personne en Occident ne dénonce l'ardeur avec laquelle le gouvernement ukrainien tente de mater les séparatistes. Quel est le réel intérêt des Américains à fermer les yeux sur cette réalité et à soutenir le gouvernement ukrainien ? Qu'ont-ils à y gagner ?

L'Etat ukrainien est une construction de Staline et n'existe de manière indépendante que depuis 1990, à l'issue de la dislocation du bloc soviétique. Il n'a existé auparavant qu'entre 1917 et 1921, entre la chute du Tsarisme en 1917 et la victoire des bolchevicks qui ont éclaté cet État naissant en 4 parties. La partie ex-russe de l'Ukraine, avec Kiev pour capitale, berceau historique de la civilisation et de la culture Russe, est intégrée à l'URSS tandis que la partie ex-autrichienne, avec Lviv pour ville principale, est rattachée à la Pologne.

La petite Ukraine « transcarpatique » vota son rattachement à la Tchécoslovaquie et quant à la Bucovine, sa minorité ukrainienne se résigna à son rattachement à la Roumanie.

Mais l'Ukraine n'est pas pour autant une nation. Les Ukrainiens n'ont aucune histoire commune. Bien au contraire. Durant la seconde guerre mondiale, quand à l'été 1941, l'Ukraine est envahie par les armées du Reich, les Allemands sont reçus en libérateurs par une partie de la population ukrainienne. Au contraire à l'Est du pays, ils rencontrent une forte résistance de la part de la population locale qui se poursuit jusqu'en 1944. En représailles, les Allemands traquent les partisans, et brûlent des centaines de villages. En avril 1943, une division SS Galicie est constituée à partir de volontaires ukrainiens dont les descendants ont constitué le fer de lance des révolutionnaires de la place de Maïdan [3]. Cette division SS a notamment été engagée par les Allemands en Slovaquie pour réprimer le mouvement national slovaque. Mais les pro-occidentaux ukrainiens et les Américains ont tout fait, à la fin de la guerre, pour jeter un voile sur les atrocités commises par cette division et ne retenir que le combat antisoviétique. Néanmoins, les historiens estiment que plus de 220 000 Ukrainiens s'engagèrent aux côtés des forces allemandes durant la Seconde Guerre mondiale pour combattre le régime soviétique.

Ce rappel historique permet de comprendre pourquoi la guerre civile est possible et pourquoi la partie des forces ukrainiennes constituées de soldats de l'Ouest peuvent utiliser chars et avions contre les séparatistes de l'Est.

Le Président Ukrainien avec la complicité du silence de la majorité des hommes politiques et des médias occidentaux mène une véritable guerre contre une partie de sa population avec la même violence que celle que l'on reproche au dictateur syrien. De plus, les forces armées ukrainienne sont conseillées par des forces spéciales et des mercenaires américains.

Les Etats-Unis et Obama veulent ainsi provoquer une réaction brutale de la Russie qui pourrait faire renaître une guerre froide entre l'Ouest et l'Est. Poutine a bien compris le piège que lui tend Obama, « prix Nobel de la Paix ». Après avoir déconseillé aux séparatistes ukrainiens de faire un référendum, il n'a pas reconnu son résultat [4] et fait preuve d'une modération qui étonne tous les observateurs indépendants alors que des chars et des avions attaquent une population russophone.

En quoi l'Ukraine empêche-t-elle la constitution d'un bloc Europe-Russie ? Pourquoi les États-Unis tiennent-ils tant à l'empêcher ?

Les Américains n'ont cessé de faire pression sur les européens pour intégrer l'Ukraine et la Géorgie dans l'OTAN, ce qui constituerait une provocation inacceptable pour la Russie.

Heureusement, les leaders européens ne se sont pas pliés à cette volonté de Washington qui ne servirait que les intérêts américains. De même, si Poutine cédait à la pression de ses ultranationalistes et intervenait ouvertement en Ukraine, les Etats-Unis auraient atteint leur objectif stratégique et la guerre froide se

réinstallerait en Europe au détriment de nos intérêts fondamentaux.

Pourquoi l'Europe se soumet-elle ? A-t-elle vraiment un intérêt à souscrire à la stratégie américaine ?

Beaucoup de leaders européens ont été formés aux Etats-Unis. Ils sont membres de « Think-Tanks américains ou transatlantiques » ou de fondations comme l'« American Foundation » qui financent largement leurs prestations et leurs voyages. [L'Atlantisme est certes fabriqué par la conscience que nous partageons les mêmes valeurs démocratiques avec la nation américaine mais aussi par la multitude d'intérêts personnels de nombreux leaders européens dont le niveau de vie dépend de leur soumission de fait aux intérêts de l'Etat américain.](#)

Néanmoins, de plus en plus d'Européens commencent à faire la différence entre l'Etat américain qui est, de fait, dirigé par des lobbies dont le plus important est le lobby militaro-industriel [\[5\]](#) et la nation américaine dont les valeurs et le dynamisme économique et culturel possèdent un pouvoir attractif incontestable et qui reste pour les jeunes européens une magnifique école de vie professionnelle.

[Angela Merkel et les Allemands sont à la pointe de cette prise de conscience car ils n'ont toujours pas accepté l'espionnage industriel permanent auquel la NSA les soumet.](#) De plus, la révélation des écoutes du portable d'Angela Merkel a fortement choqué le pays. Le Spiegel du 3 novembre 2013 réclamait même en couverture l'asile politique pour Edward Snowden : « Asil Für Snowden ». Les plus grands quotidiens européens dont le Monde ont publié de larges extraits de ses révélations.

Le 10 juillet 2014, le gouvernement allemand a annoncé l'expulsion du chef des services secrets américains pour l'Allemagne, dans le cadre d'une affaire d'espionnage de responsables allemands, au profit de Washington, une mesure sans précédent entre alliés au sein de l'Otan. « Il a été demandé au représentant des services secrets américains à l'ambassade des États-Unis d'Amérique de quitter l'Allemagne », a déclaré le porte-parole du gouvernement, Steffen Seibert, dans un communiqué. L'expulsion intervient « en réaction d'un manque de coopération constaté depuis longtemps dans les efforts pour éclaircir » l'activité d'agents de renseignement américains en Allemagne, a expliqué un député allemand, Clemens Binninger, président de la commission de contrôle parlementaire sur les activités de renseignement, qui s'est réunie jeudi à Berlin.

En France, l'ancien Premier ministre Michel Rocard, le sociologue Edgar Morin, les anciens ministres Luc Ferry et Jack Lang ou encore l'ex-eurodéputé Daniel Cohn-Bendit ont lancé une pétition dans laquelle ils demandent au président François Hollande, à son Premier ministre, Manuel Valls, et au ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, d'accueillir Edward Snowden « sans tarder, sous le statut de réfugié politique ».

Malheureusement pour la France et l'Europe, François Hollande qui reste comme une partie de l'intelligentsia française fasciné par Obama et Laurent Fabius qui a longtemps bénéficié des avantages des fondations américaines n'ont pas encore pris conscience qu'ils mettaient ainsi en cause les intérêts stratégiques de la France et de l'Europe.

Source : [ATLANTICO](#)

[1] Traduit de : Zbigniew Brzezinski: « Die einzige Weltmacht – Amerikas Strategie der Vorherrschaft », Fischer Taschenbuch Verlag, pp.15/16.

[2] Le National Endowment for Democracy (NED) (en français, Fondation nationale pour la démocratie) est une fondation privée à but non lucratif des États-Unis dont l'objectif déclaré est le renforcement et le progrès des institutions démocratiques à travers le monde. La plus grande part de ses fonds provient du département d'État des États-Unis, avec approbation du Congrès. L'ancien directeur de la CIA, William Colby, déclarait en 1982, dans le Washington Post, à propos du programme de la NED : « Il n'est pas nécessaire de faire appel à des méthodes clandestines. Nombre des programmes qui [...] étaient menés en sous-main, peuvent désormais l'être au grand jour, et par voie de conséquence, sans controverse ». William I. Robinson, Promoting Polyarchy: Globalization, US Intervention, and Hegemony [archive],

Cambridge university Press, 1996, 466 p., pp. 87-88.

[3] Il ne faut pas oublier que les manifestants de la place de Maïdan ont contraint un Président pro-russe démocratiquement élu en 2012 à quitter le pouvoir. Il a été chassé de sa capitale par des manifestants où l'on a vu se côtoyer des groupes paramilitaires ultranationalistes affichant des signes nazis et qui refusent l'Europe mais aussi par des citoyens de la classe moyenne (professeurs, étudiants, dirigeants de PME) qui souhaitent le rattachement à l'Union européenne..

[4] approuvé par 89% des votants

[5] Le budget de Défense américain représentait, en 2013, 640 milliards de dollars. Autant que le Budget réuni des 9 pays suivants : Chine 188, Russie 88, Arabie Saoudite 67, France 61, Grande-Bretagne 58, Allemagne 49, Japon 49, Inde 48, Corée du Sud 33. Source SIPRI

76

6

7

Ukraine : les pulsions isolationnistes des Etats-Unis et le manque de coordination de l'UE aggravent-ils la situation ?

[2 commentaires](#)

Publié par Jean-Bernard PINATEL, le 5 mai 2014, dans [Analyses](#), [Ukraine](#)

Tandis que la diplomatie américaine reste partagée entre l'expansionnisme et la prudence en Ukraine, l'Europe continue d'hésiter sur l'adoption de sanctions économiques qui pourraient l'handicaper. Un piétinement qui ne risque pas d'arranger la situation alors que le risque de débordements est toujours bien présent.

Atlantico : Bien que Barack Obama ait promis de nouvelles sanctions à l'encontre du Kremlin suite au drame d'Odessa, les pro-russes semblent continuer leur avancée dans l'Est du pays. Pendant ce temps, l'Europe continue d'être divisée sur la marche à suivre. En quoi ce manque de coordination aggrave-t-il la situation ?

Jean-Bernard Pinatel : S'il est évident que le camp occidental, et plus particulièrement l'Europe, est divisé sur la marche à suivre, je ne pense pas qu'un manque de coordination soit le problème déterminant pour expliquer les risques actuels. Il y a pour l'instant deux acteurs centraux : le gouvernement de Kiev et les pro-russes de l'Est, et quoi que l'on en dise, leurs actions ne sont pas uniquement le résultat de manipulations émanant des uns et des autres. S'ils sont en ce moment dans une claire logique d'affrontement, on le voit à Odessa et ailleurs, Moscou n'a aucunement l'envie de voir la situation dégénérer pour autant. Il en va de même pour l'Allemagne et certains pays d'Europe Centrale, l'ambiguïté diplomatique de Berlin ayant été bien illustrée par les récentes déclarations de l'ex-Chancelier Schroeder qui prône une stratégie du dialogue avec Poutine. Il est en effet conscient, comme beaucoup d'Allemands, des conséquences que pourrait avoir une spirale de sanctions économiques qui pénaliseraient le commerce à l'Est. La France de François Hollande continue pour sa part d'appliquer en bon vassal les directives de Washington et campe sur une position de va-t-en-guerre qui détone très peu de celle prônée par les États-Unis. L'Europe ne marche clairement pas comme un seul homme et semble ainsi condamnée à l'impuissance.

En face, la stratégie de Moscou reste d'après moi de nature défensive après l'annexion réussie de la Crimée, une trop forte poussée des pro-russes risquant d'aboutir à une partition de l'Ukraine et donc à terme au rattachement de Kiev, berceau historique de la Russie, au giron de l'Union Européenne et de l'OTAN. Moscou aurait dans l'absolu bien plus intérêt à conserver une Ukraine pleine et entière qui deviendrait une « nouvelle Finlande », c'est-à-dire un état frontalier à la neutralité bienveillante à l'encontre du Kremlin. La demande par Vladimir Poutine à l'OSCE d'organiser une table ronde sur l'Ukraine dès cette semaine à Moscou semble ainsi bien démontrer cette volonté de calmer le jeu pour le moment.

Pour Washington, l'objectif final reste d'empêcher coûte que coûte une extension de la Russie à l'Ouest et la formation d'un bloc eurasiatique qui viendrait contrer la puissance maritime des États-Unis. Cette théorie, forgée par des conseillers d'influence comme Zbigniew Brzezinski continue actuellement de dicter une bonne partie des enjeux américains dans la région. L'intérêt américain est donc premièrement d'utiliser le « coin » ukrainien pour pousser à la division de l'Europe.

On ressort justement beaucoup la théorie du « Grand Echiquier » de Brzezinski pour décrypter le caractère offensif de la stratégie américaine en Europe. La Maison Blanche n'est-elle toutefois pas modérée dans le même temps par des volontés moins bellicistes ?

Il est tout à fait clair que Barack Obama, président démocrate par ailleurs, souhaite consacrer son deuxième mandat à la résolution des problèmes intérieurs des États-Unis plutôt qu'au lancement de nouvelles aventures militaires. Il doit toutefois compter avec l'importance du lobby militaro-industriel américain et sa volonté de maintenir un « ennemi extérieur » pour justifier le poids de l'administration fédérale, poids souvent contesté sur la scène politique intérieure. Le consentement à l'impôt est ainsi directement corrélé, ne serait-ce que dans l'esprit de nombreux décideurs américains, à des enjeux de sécurité sur la scène internationale. Laurent Fabius, et plus largement la France, font parti de ceux qui épousent totalement cette vision du monde actuellement. Néanmoins, certains hommes politiques mis en place par Obama (on pense notamment à Chuck Hagel, actuel Secrétaire d'État à la Défense, NDLR) s'avèrent effectivement très sceptiques sur la menace russe, le principal enjeu étant aujourd'hui de consolider les intérêts américains dans le Pacifique, zone autrement plus sensible et stratégique que l'Europe actuellement.

L'opinion publique américaine semble par ailleurs de plus en plus divisée, seulement 53% étant favorable aux sanctions contre Moscou alors que 62% de la population reste fermement opposée à l'option militaire. La Maison Blanche a-t-elle de plus en plus de mal à faire valoir l'interventionnisme auprès de ses électeurs ? En quoi cela peut-il impacter sa politique ?

Les Américains ont une mémoire politique (contrairement aux Français semble t-il) et ont bien gardé en tête le souvenir de l'« entourage » autour des armes de destruction massive en 2003. A cela s'ajoute les centaines de cercueils américains qui sont, chaque année, retournée sur le sol national sous l'œil des caméras. Dans un tel contexte, l'opinion américaine n'a effectivement plus envie de soutenir des interventions dont les intérêts immédiats pour l'Amérique semblent quasi-inexistants. Les citoyens étant de moins en moins réceptifs aux stratégies de la tension utilisées jusqu'ici, Washington aura de fait de plus en plus de mal à déclencher des opérations extérieures sans un soutien intérieur.

Jusqu'où Poutine pourra t-il être tenté d'aller pour tester ces limites de la diplomatie occidentale ?

Vladimir Poutine est en vérité très gêné par la situation actuelle, forcé qu'il est de ne pas trop mécontenter les velléités nationalistes des Russes et des Ukrainiens russophones face aux provocations du gouvernement de Kiev (opérations militaires, tentative de suppression du russe comme seconde langue officielle...). Un débordement ne pourrait aboutir qu'à une partition de l'Ukraine qui signifierait, encore une fois, le rattachement de Kiev au bloc occidental et la présence de l'OTAN aux frontières de la Russie. Les atouts de Moscou sont en vérité économiques et politiques dans cette affaire, l'Ukraine se retrouvant aujourd'hui face à une dette publique et un déficit abyssal que Bruxelles et le FMI seraient bien en mal de combler aujourd'hui sans imposer des réformes drastiques que le gouvernement sera incapable de mener.

Les prochaines élections tourneront ainsi autour de deux enjeux, la situation budgétaire et le prix du gaz, deux thèmes sur lesquels Moscou dispose d'un net avantage stratégique. Poutine semble en tout cas prêt à mettre beaucoup d'argent sur la table au regard de l'importance d'un tel enjeu pour son opinion publique afin de ramener à Kiev un gouvernement qui lui soit moins défavorable.

« L'actuel secrétaire américain à la Défense, Chuck Hagel a déclaré le 2 mai « Les 28 membres de l'Otan doivent augmenter leur budget consacré à la défense malgré leurs difficultés financières pour faire face à Moscou qui, sur le long terme, va chercher à tester l'Alliance atlantique ». Faut-il y voir le départ d'un renouveau militaire pour le Vieux Continent ?

On constate malheureusement que la tendance est plutôt actuellement à la baisse des budgets militaires, notamment en France. Ce type de déclarations américaines se faisait déjà entendre lors du conflit libyen alors que Washington constatait amèrement que seul Londres et Paris étaient capables de mener une opération extérieure digne de ce nom, le tout sous condition d'un soutien logistique de l'US Navy. Un « renouveau » de l'Europe est en tout cas difficile à imaginer pour l'instant, d'autant plus que les dirigeants occidentaux ont compris que la Russie n'était pas dans une logique d'agression militaire actuellement. En politique étrangère comme en politique intérieure, Hollande n'a plus les moyens militaires et économiques de ses émotions.

Source : [ATLANTICO](#)

4

L'Ukraine en crise, un pays clé pour la construction de l'Eurasie

[1 commentaire](#)

Publié par Jean-Bernard PINATEL, le 28 fév 2014, dans [Analyses](#), [Ukraine](#)

Que se passe-t-il en Ukraine ?

Un Président démocratiquement élu en 2012, chassé de sa capitale par les manifestants de la place de Maïdan où l'on a vu se côtoyer des groupes paramilitaires ultranationalistes affichant des signes nazis et qui refusent l'Europe mais aussi par des citoyens de la classe moyenne (professeurs, étudiants, dirigeants de PME) qui souhaitent le rattachement à l'Union européenne. Des leaders politiques de l'Est du pays qui réclament la partition, une Crimée où stationne la flotte Russe de la Mer Noire en quasi révolte contre Kiev.

Lorsque des crises éclatent et se transforment en affrontements violents avec des morts et des blessés, il est essentiel d'analyser froidement les facteurs qui sous-tendent ces violences et il ne faut surtout pas céder à l'émotion et aux appels des éternels révolutionnaires romantiques bobos parisiens dont BHL est la caricature symbolique.

Ce qui se passe en Ukraine à des racines profondes que l'on ne découvre qu'en étudiant son histoire et qu'en resituant l'enjeu stratégique que ce pays constitue pour les États-Unis, la Russie et l'Europe.

Une histoire violente et déchirée entre l'Ouest et l'Est

L'Histoire apporte un éclairage décisif à la compréhension de ces événements. Elle montre clairement que L'État et le sentiment national ukrainien sont une création très récente. En effet, l'Ukraine, son territoire et ses habitants étaient divisés entre les Empires autrichien et russe jusqu'à la Révolution Russe de février 1917.

Dans la tourmente de la guerre civile russe et de la Première Guerre mondiale, le mouvement national ukrainien [1] profite de la chute du tsarisme, en 1917, pour mettre en place une structure gouvernementale, le Conseil central ukrainien, et pour proclamer l'indépendance de l'Ukraine. Mais celle-ci est de courte durée. Le territoire ukrainien est le théâtre de violents combats entre différentes forces politiques et leurs formations militaires : les forces nationales, l'Armée rouge, les troupes blanches antibolcheviques et les troupes étrangères. Cette première période d'indépendance est malheureusement entachée par des pogroms de masse. En fait, ceux-ci commencèrent en 1881 dans les villes d'Ukraine de l'empire Russe où vivaient de nombreux juifs mais ils culminèrent durant l'éphémère république populaire d'Ukraine (1917-1921) qui fut une période d'assassinats massifs de Juifs, tache originelle du mouvement national ukrainien.

En 1920, l'Ukraine est à nouveau partagée en quatre. Les Bolcheviks finissent par l'emporter sur les autres belligérants, et la partie ex-russe de l'Ukraine, avec Kiev pour capitale, est intégrée à l'URSS tandis que la partie ex-autrichienne, avec Lviv pour ville principale, est rattachée à la Pologne. La petite Ukraine « transcarpatique » vota son rattachement à la Tchécoslovaquie et quant à la Bucovine, sa minorité ukrainienne se résigna à son rattachement à la Roumanie. La soviétisation ne fut cependant pas qu'une période négative pour l'Ukraine. En effet, en 1928, Joseph Staline lança le premier plan quinquennal qui industrialisa la région avec notamment la construction de la plus grande centrale hydraulique d'Europe sur le Dniepr permettant l'électrification de la République et le développement d'un grand bassin métallurgique, le Donbass. Mais la collectivisation des terres agricoles provoqua, en 1933, une terrible famine que les Ukrainiens appellent l'Holodomor [2]. Ce fut la dernière grande famine d'Europe. Comme dans toute la Russie, le régime stalinien commit plusieurs milliers d'arrestations et d'assassinats, surtout d'intellectuels ukrainiens durant les Grandes Purges de 1937-1938.

Aussi, quant à l'été 1941, l'Ukraine est envahie par les armées du Reich, les Allemands sont reçus en libérateurs par une partie de la population ukrainienne. Au contraire à l'Est du pays, ils rencontrent une forte résistance de la part de la population locale qui se poursuivit jusqu'en 1944. En représailles les Allemands traquent les partisans, et brûlent des centaines de villages. Autre tâche dans l'histoire de l'Ukraine, en avril 1943, une division SS Galicie est constituée à partir de volontaires ukrainiens. Elle a notamment été engagée par les Allemands en Slovaquie pour réprimer le mouvement national slovaque. Mais les pro-occidentaux ukrainiens et les Américains ont tout fait, à la fin de la guerre, pour jeter un voile sur les atrocités commises par cette division et ne retenir que le combat anti-soviétique. Les historiens estiment que plus de 220 000 Ukrainiens s'engagèrent aux côtés des forces allemandes durant la Seconde Guerre mondiale pour combattre le régime soviétique.

En 1944, l'Armée rouge captura la plus grande partie de l'Ukraine. À la fin de la guerre, les pertes ukrainiennes s'élèvent à 8 millions de personnes dont 1,377 million de militaires de nationalité ukrainienne. Quant aux indépendantistes (présents essentiellement dans les régions ouest), ils continuèrent leur résistance armée contre l'URSS jusqu'en 1954. Ce n'est qu'en 1989 que la libéralisation du régime permit aux Ukrainiens de s'organiser pour défendre leurs droits. L'indépendance fut proclamée le 24 août 1991 et confirmée par le référendum organisé le 1er décembre 1991 : 90,5 % d'électeurs votèrent pour l'indépendance.

Les États-Unis veulent détacher définitivement l'Ukraine de la Russie et l'intégrer dans l'Union européenne et l'OTAN

Les Américains, depuis la chute du mur en 1989, n'ont qu'une seule crainte : la création d'un grand ensemble européen incluant la Russie qui leur contesterait le leadership mondial.

Alors que Georges Bush avait promis à Gorbatchev de dissoudre l'OTAN s'il liquidait de son côté le Pacte de Varsovie, il trahit sa parole. Le pacte de Varsovie dissous, les États-Unis ont maintenu l'OTAN et, depuis lors, ils n'ont cessé d'œuvrer pour faire coïncider l'Union européenne et l'OTAN [3]. J'ai été moi-même le témoin des agissements de l'ambassadeur américain à Bratislava qui distribuait des sommes considérables aux opposants du Premier Ministre, Vladimir Méciar, qui souhaitait intégrer l'Union européenne sans intégrer l'OTAN.

L'ancien conseiller national à la sécurité des États-Unis, Zbigniew Brzezinski, publia en 1997 sous le titre « Le grand échiquier » un livre où adoptant les deux concepts, forgés par Mackinder, d'Eurasie [4] et d'« Heartland », il reprenait à son compte sa maxime célèbre : « qui gouverne, l'Europe de l'Est domine l'Heartland; qui gouverne l'Heartland, domine l'Île-Monde; qui gouverne l'Île-Monde domine le Monde ». Il en déduisait « Pour l'Amérique, l'enjeu géopolitique principal est l'Eurasie ». Dans une autre publication il explicitait sa pensée [5] : « Si l'Ukraine tombait, écrivait-il, cela réduirait fortement les options géopolitiques de la Russie. Même sans les états de la Baltique et la Pologne, une Russie qui garderait le contrôle de l'Ukraine pouvait toujours aspirer avec assurance à la direction d'un empire eurasienn. Mais, sans l'Ukraine et ses 52 millions de frères et sœurs slaves, toute tentative de Moscou de reconstruire l'empire eurasienn menace d'entraîner la Russie dans de longs conflits avec des non slaves aux motivations nationales et religieuses. »

En janvier 2003, l'ancien ambassadeur des États-Unis en Ukraine, Carlos Pascual, fit devant le « Center for Strategic and International Studies » à Washington un exposé sur les relations entre les États-Unis et l'Ukraine. Il y posait cette question : « L'Ukraine doit-elle appartenir à la communauté euro-atlantique ? » et il y répondait sans hésitation par « oui ». [John Herbst, qui remplaça Carlos Pascual comme ambassadeur en septembre 2004, souligna la même chose devant le comité du Sénat américain qui l'auditionnait à propos de sa nomination. Il qualifia alors « la garantie de l'intégration de l'Ukraine dans la communauté euro-atlantique » de but central de la politique extérieure. « Si je venais à être confirmé dans mes fonctions » assurait Herbst, « je ferai tout mon possible pour garantir que les autorités ukrainiennes donnent aux candidats à la présidence les mêmes chances et pour que les préparatifs pour l'élection, tout comme l'élection elle-même, se déroulent de façon libre et juste. Un processus électoral qui corresponde aux normes de l'OSCE et un résultat qui reflète la volonté du peuple sont décisifs pour le succès des aspirations de l'Ukraine à devenir membre de l'OTAN et à se rapprocher de l'Union européenne. »](#)

Entre 2002 et 2004, les États-Unis ont dépensé des millions de dollars afin d'aider l'opposition ukrainienne à accéder au pouvoir [6]. Des millions de dollars provinrent aussi d'instituts privés, comme la Fondation Soros et de gouvernements européens. Cet argent n'est pas allé directement aux partis politiques. Il a servi à « promouvoir la démocratie », comme le déclare le gouvernement américain. L'argent a transité par des fondations et à des organisations non gouvernementales qui conseillèrent l'opposition, lui permettent de s'équiper avec les moyens techniques et les techniques publicitaires les plus modernes. Un câble américain du 5 janvier 2010, publié sur le site Wikileaks (réf. 10WARSAW7), montre l'implication de la Pologne dans la transition et l'effort démocratique des anciens pays de l'Est. Le rôle des ONG y est notamment exposé. Les câbles Wikileaks témoignent de l'effort constant et de la volonté continue des États-Unis d'étendre leur sphère d'influence sur l'Europe de l'Est, comme en Ukraine, ces dernières années. La Pologne apparaît ainsi comme un outil au service des États-Unis, pour réformer la démocratie dans les anciennes républiques soviétiques.

Une démocratie minée par son passé

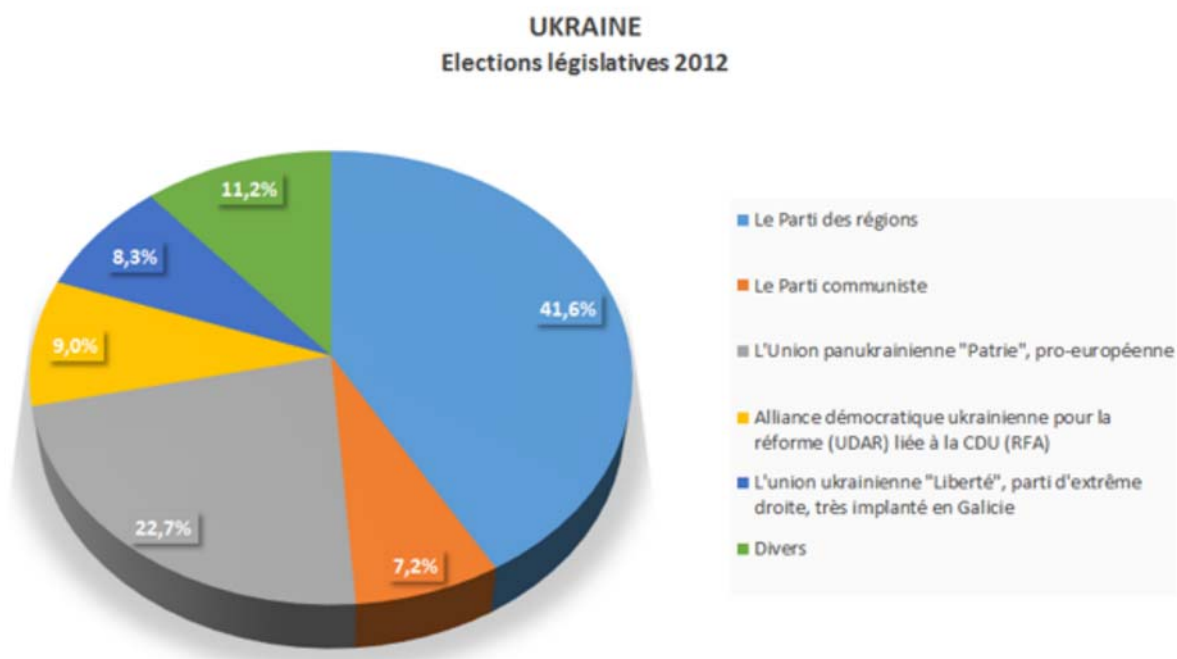
Cette histoire, déchirée entre la Russie et l'Europe, se retrouve dans les mouvements politiques qui s'affrontent dans l'Ukraine d'aujourd'hui. Tous les résultats des élections furent contestés par les perdants arguant au bourrage des urnes et à la corruption qui sévit dans chaque camp. Ainsi, les élections législatives de 2007 ont élu une chambre ingouvernable. D'un côté le parti pro-occidental de Ioulia Tymochenko et les nationalistes de « Notre Ukraine » qui ont essayé de réécrire l'histoire de l'aide au régime hitlérienn [7]; de l'autre le Parti communiste et le Parti des régions pro-russe.

En 2010, les Ukrainiens étaient appelés à élire le nouveau président. C'est Viktor Ianoukovytch candidat officiel du Parti des Régions, ancien Premier ministre, qui fut élu chef de l'État, par une majorité d'Ukrainiens, déçus par Ioulia Tymochenko et des espoirs perdus de la Révolution orange de 2004. En 2012, de nouvelles élections législatives [8] donnent un avantage très clair au « parti des régions ». L'union pan-ukrainienne, héritier du bloc Ioulia Tymochenko, est le grand perdant et perd 44 députés par rapport à 2007. Selon l'OSCE, le vote s'est déroulé normalement, dans 96% des bureaux de vote.

Les forces politiques aujourd'hui en présence

Quelles sont les forces politiques en présence à l'issue du scrutin législatif de 2012 ?

Face au président Viktor Ianoukovitch du Parti des Régions, élu démocratiquement mais non sans corruption (nombreux cas de votes achetés notamment), se dresse une opposition comprenant d'une part le Bloc Ioulia Tymochenko et le Front pour le Changement d'Arseni Iatseniouk et d'autre part l'Alliance démocratique ukrainienne pour la réforme (UDAR), liée à la CDU (RFA) de l'ancien boxeur Vitali Klitschko [9] et L'Union ukrainienne « Liberté », Svoboda, leader Oleh Tyahnybok, parti d'extrême droite très implanté en Galicie. Svoboda est en réalité un parti néo-nazi portant encore, il y a quelques mois, la croix gammée nazi et essentiellement constituée à ce moment-là d'Ukrainiens de Galicie. Ce sont eux les plus déterminés que l'on a retrouvé sur la place de Maïdan, dans une opposition à Ianoukovitch et à une Russie qu'ils haïssent.



Que va-t-il advenir de l'Ukraine ?

Quatre scénarios

Sans revenir sur le déroulement de la crise actuelle, quatre scénarios peuvent dessiner l'avenir de l'Ukraine : l'intégration à l'Union européenne, la partition, une Ukraine finlandisée et une Ukraine trait-d'union de l'Eurasie.

1) **L'intégration dans l'Union européenne et dans l'OTAN.** A l'heure actuelle peu de pays européens souhaitent un nouvel élargissement. De toutes les façons, même à moyen terme, l'Europe ne peut en aucun cas intégrer l'Ukraine qui ne répond, à un avenir prévisible, à aucun des critères pour permettre un élargissement :

- critères politiques : état de droit, système démocratique stable et protection des minorités;
- critères économiques : économie de marché viable et capacité de faire face à la concurrence à l'intérieur de l'Union;
- assumer les obligations de l'adhésion : souscrire aux objectifs de l'union politique, économique et monétaire, reprendre l'acquis communautaire » (c'est-à-dire accepter et transposer dans la législation nationale l'ensemble du droit européen en vigueur). La corruption y est généralisée et la présence d'un puissant parti ultranationaliste, proche des partis extrêmes droite européen n'est pas fait pour rassurer les dirigeants européens.

L'Europe va-t-elle aider économiquement l'Ukraine ? L'Europe a encore beaucoup à faire pour assurer le redressement des pays de l'Union pour se disperser à l'extérieur d'autant plus que personne ne peut aujourd'hui garantir la bonne utilisation des fonds prêtés à l'Ukraine, du fait de la corruption généralisée. Les États-Unis, dont la diplomatie et la CIA sont la manœuvre en Ukraine depuis 15 ans, sont certainement prêts à aider le nouveau gouvernement mais de façon limitée car Obama a d'autres priorités. Le Président américain a donc choisi de le faire indirectement par l'intermédiaire du FMI qu'ils financent à hauteur de 42%. Ce qui suppose des efforts internes importants que le nouveau pouvoir ukrainien aura du mal à imposer à sa population. En effet, afin d'éviter un effondrement total non pas dans les prochains mois mais dans les prochaines semaines, l'Ukraine a besoin d'argent maintenant », a déclaré un cadre de l'Institut de la finance internationale qui représente quelque 450 banques à travers le globe. « Les caisses de l'État sont vides », a souligné Lubomir Mitov, économiste en chef à l'IIF pour les pays émergents en Europe, assurant que les défis économiques dans le pays étaient « gigantesques ». Après des mois de crise politique et la destitution du président Viktor Ianoukovitch, les autorités intérimaires de Kiev ont lancé un appel à la communauté internationale pour obtenir 35 milliards de dollars d'aide sur deux ans et éviter la banqueroute. Mais comme l'histoire récente le démontre, seule la Russie est prête à un effort financier de grande envergure;

2) La partition est une option qui, à l'heure actuelle, est rejetée tant à l'intérieur de l'Ukraine que par les principaux « influenceurs extérieurs ». Le cas de la Crimée sera certainement au cœur des discussions Est-Ouest car elle n'appartient pas historiquement à l'Ukraine. En effet, la presque île de Crimée est russe depuis le XVIIIe siècle. A la chute de l'URSS en 1991, la Crimée a obtenu un [statut de république autonome](#) au sein de la nouvelle Ukraine. L'ancienne marine soviétique fut partagée en deux mais le gros de la flotte resta largement russe (17%, Marine ukrainienne – 83%, Marine russe). Le maintien de la flotte russe à Sébastopol pour 20 ans a été entériné par un accord, signé en 1997. Cet accord fut renouvelé en 2010, entre Medvedev et Ianoukovitch, et assure un bail pour la marine russe jusqu'en 2042 (plus cinq ans, en option) en échange de rabais sur le gaz et du financement d'une partie de la dette ukrainienne. De leur côté, les [États-Unis](#), [l'UE](#), [la Russie](#) ne souhaitent pas actuellement la partition de l'Ukraine mais cette option n'est pas définitivement écartée si le nouveau pouvoir ukrainien n'arrivait pas à trouver une équilibre entre les diverses forces centrifuges qui s'exercent en interne comme à l'extérieur du pays.

3) L'Ukraine peut rester un État indépendant avec une indépendance plus ou moins grande, en fonction des efforts que voudront faire les Ukrainiens et les acteurs extérieurs. L'hypothèse la plus probable est une [Ukraine finlandisée](#). Ce scénario prend en compte le caractère hétéroclite de la coalition qui a pris le pouvoir à Kiev qui regroupe des pro-européens et des ultranationalistes, la corruption généralisée, le poids de la forte minorité russophone dans l'Est du pays. Tous ces facteurs internes font penser que le nouveau pouvoir sera incapable de mener les réformes indispensables pour assurer le redressement du pays, condition première de son indépendance. Les facteurs externes vont dans le même sens : la faible détermination des Européens à mettre la main à la poche, les cartes essentielles dont dispose Poutine tant envers l'Ukraine (proximité géographique, soutien de la population russe, les tarifs préférentiels du gaz) qu'envers les États-Unis (discussions sur les armes stratégiques, Afghanistan, Iran, Syrie, etc.).

4) Une autre option, celle de l'Ukraine, catalyseur et trait-d'union de l'Eurasie. C'est l'option que je

souhaite mais elle ne peut exister que si les leaders européens prennent conscience que leur vassalisation aux intérêts américains va contre l'intérêt vital de l'Europe et des Européens. Par sa situation géographique et par sa population composée d'une forte minorité de Russes et de nombreuses autres minorités issues proches de la Pologne, de la Roumanie de l'Allemagne, l'Ukraine est à la fois tournée vers l'Ouest et vers l'Est. Pour les Ukrainiens, pour l'Europe et pour la Russie, cette crise est une opportunité à saisir, en traitant le dossier ukrainien entre eurasiens et surtout en n'y associant pas les États-Unis qui n'ont aucun intérêt à ce que l'Ukraine devienne la porte orientale de l'Europe et le trait-d'union avec la Russie.

[Général \(2S\) Jean-Bernard PINATEL](#)

[1] Le mouvement national ukrainien apparaît au début du XIXe siècle. Le poète Taras Chevtchenko, 1814-1861, dont l'œuvre est considérée comme constitutive de la langue littéraire ukrainienne, en est la grande figure. Exilé au Kazakhstan, pour ses prises de position politiques.

[2] Elle fit jusqu'à huit millions de morts en Ukraine et dans d'autres régions de l'URSS.

[3] Une autre histoire de l'Amérique, Olivier Stone, TV Planète.

[4] Eurasie : Europe+Russie incluant la Sibérie+Asie centrale ; Heartland : Europe centrale.

[5] Traduit de : Zbigniew Brzezinski: « Die einzige Weltmacht – Amerikas Strategie der Vorherrschaft », Fischer Taschenbuch Verlag, pp.15/16.

[6] Le National Endowment for Democracy (NED) (en français, Fondation nationale pour la démocratie) est une fondation privée à but non lucratif des États-Unis dont l'objectif déclaré est le renforcement et le progrès des institutions démocratiques à travers le monde. La plus grande part de ses fonds provient du département d'État des États-Unis, avec approbation du Congrès. L'ancien directeur de la CIA, William Colby, déclarait en 1982, dans le Washington Post, à propos du programme de la NED : « Il n'est pas nécessaire de faire appel à des méthodes clandestines. Nombre des programmes qui [...] étaient menés en sous-main, peuvent désormais l'être au grand jour, et par voie de conséquence, sans controverse ». William I. Robinson, Promoting Polyarchy: Globalization, US Intervention, and Hegemony [archive], Cambridge university Press, 1996, 466 p., pp. 87-88.

[7] Le 28 avril 2009, la droite nationaliste ukrainienne a célébré l'anniversaire de la fondation, le 23 avril 1943, de la division Waffen SS «Galizien» (Halitchina, en ukrainien). La principale formation néofasciste locale, « Svoboda » (Liberté), dirigée par Oleh Tiahnibog, a fait installer à Lviv (Lwow), la capitale de la Galicie (Ukraine occidentale), avec l'autorisation de la mairie, de grands panneaux publicitaires en l'honneur de cette « division étrangère » de l'armée de la SS. Le gouvernement ukrainien d'Ioula Tymochenko pro-occidental, par la voix de son ministre de l'Intérieur, a estimé qu'il n'y avait rien d'illégal à cette initiative.

[8] [Élections législatives ukrainiennes de 2012](#)

[9] Il vient d'annoncer qu'il est candidat à la prochaine élection présidentielle.

116

4

4

1

Sur l'auteur

- [Général Jean-Bernard Pinatel](#)
 - [Les années PINATEL](#)